# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

## agriculteurs

Question au Gouvernement n° 3130

### Texte de la question

CRISE AGRICOLE

**M. le président.** La parole est à M. Guillaume Chevrollier, pour le groupe Les Républicains.

**M. Guillaume Chevrollier.** Monsieur le ministre de l'agriculture, la colère gronde chez les agriculteurs dans tout l'ouest de la France. Mon département, la Mayenne, territoire à fort potentiel agricole par excellence, est bien évidemment concerné.

Je vous avais déjà alerté, à plusieurs reprises, sur le ras-le-bol de nos agriculteurs, de nos éleveurs. Comment en effet supporter de travailler durement sans en retirer un revenu décent, sans pouvoir offrir à sa famille un niveau de vie satisfaisant ni avoir aucune perspective encourageante ? Que dire à nos jeunes agriculteurs ?

Vous nous proposez aujourd'hui un plan d'urgence de vingt-quatre mesures, mais pourquoi avoir tant attendu ? Qu'avez-vous fait pour l'organisation des filières depuis trois ans ?

**M. Jean-Yves Caullet.** Et vous, dix ans sans rien faire !

**M. Guillaume Chevrollier.** Aujourd'hui, la situation est tendue, la révolte est grande chez les éleveurs bovins, porcins, laitiers. Ils ne se contenteront pas de vos rustines, ni de vos grands principes. Comment voulez-vous qu'ils soient rassurés par votre proposition no 22 qui promet « une amélioration des relations contractuelles dans les filières animales » ? L'intention est bonne, mais nos agriculteurs veulent du concret et des solutions pérennes. Les aides immédiates que vous proposez sont bien sûr les bienvenues *(« Ah ! » sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen)* mais les agriculteurs veulent une réelle garantie des prix, une amélioration de la contractualisation au sein des filières, laquelle doit devenir saine et équilibrée, une révision des normes et des contraintes imposées ces dernières années, qu'un certain nombre de nos partenaires européens n'ont pas, eux, à supporter et qui freinent la compétitivité de nos exploitations.

Monsieur le ministre, seules des solutions pérennes permettront à nos agriculteurs, à nos éleveurs, de vivre de leur métier, de nourrir nos concitoyens en produits étiquetés français et de maintenir la vitalité dans nos territoires ruraux. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

**M. Stéphane Le Foll,** *ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.* Monsieur le député, le constat est là. Et oui, il y a eu des alertes à ce sujet, et je souligne que je les ai toutes entendues.

**M. Yves Censi.** Entendues mais pas écoutées !

**M. Stéphane Le Foll,** *ministre.* Depuis plus d'un an, nous travaillons sur cette question. La situation actuelle a commencé dans la filière porcine ; elle a été identifiée aussi dans la filière bovine ; le problème du lait, quant à lui, provient d'un effondrement des prix mondiaux de la poudre de lait et du beurre.

Vous évoquez les mesures mises en place. Vous avez en particulier parlé de la contractualisation. Il faut bien sûr résoudre le problème des prix, et c'est tout l'enjeu de la négociation que le Gouvernement a engagée pour essayer de les remonter.

**M. Daniel Fasquelle.** Vous avez eu trois ans pour le faire !

**M. Stéphane Le Foll,** *ministre.* Je souligne qu'il sera tout de même assez rare dans l'histoire qu'un ministre s'immisce dans des négociations commerciales pour faire remonter des prix, et ce alors qu'ils continuaient de baisser ! On va ainsi non seulement endiguer la baisse des prix, mais ceux-ci vont repartir à la hausse dans le consensus et grâce à un travail collectif.

Vous avez évoqué la contractualisation, en particulier dans le secteur de la viande bovine. Existe-t-elle ? Elle n'existe pas. Vous me demandez s'il existe une confiance entre les différents opérateurs et les producteurs aujourd'hui : elle n'existe pas. Et c'est bien le problème qui nous est posé : comment faire pour restaurer la confiance, le dialogue, l'écoute ? Chacun peut évidemment rester campé sur ses positions et renvoyer la responsabilité aux autres, mais notre responsabilité, ma responsabilité, c'est d'assurer et d'assumer cette confiance ainsi que la volonté de dialoguer. On construira l'avenir par des mesures bien sûr, mais aussi par la confiance et par le dialogue. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

## Données clés

**Auteur :** M. Guillaume Chevrollier
**Circonscription :** Mayenne (2e circonscription) - Les Républicains
**Type de question :** Question au Gouvernement
**Numéro de la question :** 3130
**Rubrique :** Agriculture
**Ministère interrogé :** Agriculture, agroalimentaire et forêt
**Ministère attributaire :** Agriculture, agroalimentaire et forêt

## Date(s) clée(s)

**Question publiée au JO le :** 23 juillet 2015
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 23 juillet 2015